

Cote du document:	EB 2009/96/R.25
Point de l'ordre du jour:	11 b)
Date:	1 <sup>er</sup> avril 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-seizième session  
Rome, 29-30 avril 2009

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

**Shantanu Mathur**

Coordonnateur des dons

téléphone: +39 06 5459 2515

courriel: [s.mathur@ifad.org](mailto:s.mathur@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

**Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>3</b>
<b>Annexes</b>	
<b>I. Instance de coordination des producteurs familiaux (COPROFAM) du Mercosur: Renforcement du poids des organisations rurales dans la concertation sur les politiques en Amérique du Sud</b>	<b>5</b>
<b>II. Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest: Le hub rural: appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l’Ouest et du Centre</b>	<b>11</b>
<b>III. Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO): Programme de développement de l’aviculture familiale</b>	<b>18</b>
<b>IV. Centre de recherches pour le développement international (CRDI): Accès aux connaissances dans les zones rurales interconnectées (KariaNet II)</b>	<b>24</b>
<b>V. Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD): Programme relatif aux moyens de subsistance et aux services fournis par l’écosystème dans l’Himalaya: améliorer la capacité d’adaptation et la résistance des pauvres au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques</b>	<b>30</b>

## Sigles et acronymes

CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
COPROFAM	Instance de coordination des producteurs familiaux
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
INFPD	Réseau international pour le développement de l'aviculture familiale
FAA	Fédération agraire argentine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICIMOD	Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes
KariaNet	Réseau d'accès aux connaissances dans les zones rurales interconnectées
MERCOSUR	Marché commun du Sud
POAN	Proche-Orient et Afrique du Nord
RIDAF	Réseau international pour le développement de l'aviculture familiale
TIC	Technologies de l'information et des communications
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver les recommandations relatives aux propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telles qu'elles figurent au paragraphe 12.



## Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant cinq propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), pour un montant de 5 516 000 millions d'USD.

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Instance de coordination des producteurs familiaux (COPROFAM) mise en place par le Marché commun du Sud (MERCOSUR), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
  - i) Instance de coordination des producteurs familiaux (COPROFAM) du MERCOSUR: Renforcement du poids des organisations rurales dans la concertation sur les politiques en Amérique du Sud
  - ii) Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO): Le hub rural: appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre
  - iii) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme de développement de l'aviculture familiale
  - iv) Centre de recherches pour le développement international (CRDI): Accès aux connaissances dans les zones rurales interconnectées – Phase II (KariaNet II)
  - v) Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD): programme relatif aux moyens de subsistance et aux services fournis par l'écosystème dans l'Himalaya: améliorer la capacité d'adaptation et la résistance des pauvres au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques.
3. Les objectifs et la teneur des programmes considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2003 sont les suivants:
  - a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact au niveau du terrain; et/ou
  - b) renforcer les capacités des institutions partenaires au service des pauvres, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.

5. Découlant de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons concernent: a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire des ménages, plus particulièrement dans les régions reculées et les zones agroécologiques marginalisées; b) les technologies fondées sur les systèmes de savoirs traditionnels locaux/autochtones, adaptées aux sexes/spécificités et de nature à renforcer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux avoirs productifs (terre et eau, services financiers diversifiés en milieu rural, main-d'œuvre et technologie); d) la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; e) les mesures propres, tant au niveau local que national, à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; f) l'accès des producteurs primaires pauvres qui s'investissent dans de petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur rémunératrices à des marchés transparents et compétitifs d'intrants et de produits au service de ces producteurs; et g) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons vient en appui à des approches axées sur les filières-produits dans un souci d'autociblage par les ruraux pauvres. Enfin, le programme de dons du FIDA encourage la création et la consolidation de réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de savoirs utiles aux pauvres qui, à leur tour, aideront le Fonds à nouer des liens stratégiques durables avec ses partenaires de développement et à démultiplier les effets de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités financés au moyen de dons.
6. Le don proposé dans le présent document s'inscrit dans les objectifs stratégiques cités plus haut.
7. Le programme COPROFAM pour le renforcement du poids des organisations rurales dans la concertation sur les politiques en Amérique du Sud répond à l'objectif spécifique g) de l'appui octroyé par le FIDA sous forme de don dans la mesure où il contribue à l'établissement d'un cadre institutionnel au sein duquel les institutions peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables en fonction de leur avantage comparatif, ainsi qu'à l'objectif stratégique primordial b) de la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons dans la mesure où il renforce les capacités des institutions partenaires au service des pauvres, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
8. Le programme pour le hub rural: appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre répond à l'objectif spécifique d) de l'appui octroyé par le FIDA sous forme de don dans la mesure où il concerne les ressources naturelles (terre et eau) afin que les ruraux pauvres soient en mesure de les gérer de manière efficiente et durable, ainsi qu'à l'objectif spécifique e) dans la mesure où il favorise des processus de formulation de politiques et de planification, aux niveaux local et national, auxquels les ruraux pauvres participent activement.
9. Le programme de développement de l'aviculture familiale, mené par la FAO, répond aux objectifs spécifiques a), b) et c) de l'appui octroyé par le FIDA sous forme de don dans la mesure où il favorise la connaissance, la sensibilisation et la reconnaissance de la production avicole familiale en tant qu'instrument efficace de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et de renforcement du pouvoir d'action des femmes. Le programme consolidera les capacités des ressources humaines du Réseau international pour le développement de l'aviculture familiale (RIDAF) afin de favoriser le développement de la production



avicole familiale et d'accroître les revenus des ménages de ruraux pauvres pratiquant ce type d'activité.

10. Le programme du CRDI pour l'accès aux connaissances dans les zones rurales interconnectées (KariaNet II) vise à la mise en place et au renforcement de réseaux pour la génération et l'échange de savoirs utiles aux pauvres. Dans la mesure où il renforce l'acquisition et le partage des savoirs entre les projets du FIDA, il reflète tous les objectifs spécifiques de l'appui octroyé par le FIDA sous forme de don à travers différents réseaux thématiques, en particulier les objectifs spécifiques e) et g).
11. Le programme relatif aux moyens de subsistance et aux services fournis par l'écosystème dans l'Himalaya: améliorer la capacité d'adaptation et la résistance des pauvres au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques répond aux objectifs spécifiques de l'appui octroyé par le FIDA sous forme de don et aux objectifs stratégiques primordiaux de la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons dans la mesure où: i) il favorise des innovations utiles aux pauvres d'ordre socioéconomique et concernant les services fournis par l'écosystème afin de réduire la pauvreté dans les zones montagneuses; et ii) il se concentrera sur les problèmes liés à l'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance des populations pauvres des zones montagneuses et sur les stratégies d'adaptation susceptibles d'améliorer leur résistance à ce changement.

## Deuxième partie – Recommandation

12. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de renforcement du poids des organisations rurales dans la concertation sur les politiques en Amérique du Sud, accordera un don de quatre cent seize mille dollars des États-Unis (416 000 USD) à l'Instance de coordination des producteurs familiaux (COPROFAM) du MERCOSUR, à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le hub rural: appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de développement de l'aviculture familiale, accordera un don ne dépassant pas six cent mille dollars des États-Unis (600 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme sur l'accès aux connaissances dans les zones rurales interconnectées – Phase II (KariaNet II), accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), à l'appui d'un programme de trois ans et six mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme relatif aux moyens de subsistance et aux services fournis par l'écoystème dans l'Himalaya: améliorer la capacité d'adaptation et la résistance des pauvres au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **Instance de coordination des producteurs familiaux (COPROFAM) du MERCOSUR: Renforcement du poids des organisations rurales dans la concertation sur les politiques en Amérique du Sud**

## **I. Contexte**

1. En 2007-2008, la Fédération agraire argentine (FAA) a mis à exécution un petit don, à l'initiative de la Division des politiques du FIDA, afin de renforcer le poids des organisations rurales dans la concertation sur les politiques en Amérique du Sud et dans le Marché commun du Sud (MERCOSUR). Le but était d'appuyer le processus d'institutionnalisation de l'Instance de coordination des producteurs familiaux (COPROFAM) du MERCOSUR en tant que réseau régional regroupant 12 organisations paysannes nationales en Amérique latine et de consolider leur rôle dans la formulation de politiques aux niveaux régional et mondial. Le développement institutionnel de COPROFAM visait à permettre aux organisations de petits producteurs d'interagir avec leurs interlocuteurs au sein du gouvernement et d'organismes régionaux comme la Commission de l'agriculture familiale du MERCOSUR, à travers la promotion de la concertation entre les gouvernements membres et les organisations de petits producteurs.
2. Le don a permis d'aller de l'avant sur la voie de l'institutionnalisation de COPROFAM – définition de son statut juridique, des organes subsidiaires (assemblée générale, conseil d'administration et secrétariat exécutif), des tâches et responsabilités ainsi que des règles et procédures opérationnelles. COPROFAM a approuvé une nouvelle structure opérationnelle, y compris ses règlements administratifs, lors de l'assemblée constitutive du 23 novembre 2007 qui s'est tenue à Guaviyú, en Uruguay. En 2008, l'Inspection générale du Ministère argentin de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme a autorisé COPROFAM à agir en tant que personne morale et l'a enregistrée en tant qu'organisation à but non lucratif.
3. À l'issue de son processus d'institutionnalisation et conscient qu'une assistance additionnelle est nécessaire pour promouvoir la participation des organisations paysannes dans un contexte social, économique et politique en mutation et que certains problèmes de développement rural doivent être résolus au plus vite, COPROFAM a demandé un appui additionnel au FIDA et à d'autres donateurs afin de mettre en œuvre un programme extensif de renforcement des capacités des organisations paysannes nationales et d'accélérer la formulation de politiques pour faire face aux défis actuels. D'autres donateurs contactés ont déjà octroyé des ressources en faveur de ce programme, lequel deviendra pleinement opérationnel avec l'assistance du FIDA.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

4. La justification de l'octroi d'une assistance supplémentaire à COPROFAM, cette fois-ci en tant qu'entité indépendante, se fonde sur la volonté du FIDA d'appuyer la mise en place de plateformes régionales de concertation et de négociation entre les organisations paysannes et les gouvernements au sein d'institutions sous-régionales impliquées dans des processus d'intégration, et de promouvoir les efforts de renforcement des capacités en ce qui concerne l'élaboration des politiques. Le FIDA s'est engagé à consolider COPROFAM en tant que représentant de la société civile et interlocuteur dynamique avec les membres du gouvernement au sein de la Commission de l'agriculture familiale du MERCOSUR, où COPROFAM continue de jouer un rôle de premier plan. L'appui offert par le FIDA devrait également être considéré dans l'optique: i) des engagements pris par le Fonds lors des Forums paysans de 2006 et 2008, en réponse à la requête, avancée par les participants, d'un soutien financier direct du FIDA en faveur des organisations paysannes, en

particulier des organismes faitiers aux niveaux national et régional; et ii) de la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons, qui aborde la question du renforcement des capacités des institutions partenaires au service des pauvres, organisations à assise communautaire et ONG notamment. Grâce au programme proposé, COPROFAM pourra, en tant que réseau régional, plaider en faveur de la promotion de l'agriculture familiale lors de forums régionaux et internationaux pertinents et, surtout, contribuer au renforcement des capacités des membres nationaux, en particulier dans les pays les plus démunis exigeant un appui soutenu tant pour les travaux analytiques que pour la formulation de nouvelles approches et propositions en matière de politiques.

5. Le renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations constitue également l'un des objectifs stratégiques du FIDA, dans le cadre duquel l'un des buts précis du Fonds est de permettre aux ruraux pauvres et à leurs organisations d'influer sur les institutions (politiques, lois et règlements) pertinentes pour la réduction de la pauvreté rurale.

### III. Le programme proposé

6. Le principal objectif du programme est d'améliorer les moyens de subsistance des petits producteurs ruraux pauvres grâce à l'adoption et à la mise en œuvre de politiques et d'institutions adaptées. Ce programme vise essentiellement à renforcer la capacité de COPROFAM et de ses organisations membres à défendre les intérêts des petits producteurs, des paysans et des groupes autochtones lors de plateformes nationales, régionales et internationales sur les politiques grâce à l'amélioration de la représentation politique et de la mobilisation sociale. Le programme a également pour objectif: i) d'offrir une formation formelle et informelle aux responsables des organisations membres afin d'améliorer leurs capacités de gestion ainsi que leurs capacités d'analyse et de préparation de propositions stratégiques à l'intention des organisations membres; ii) d'approfondir la connaissance des problématiques relatives à l'agriculture familiale grâce à l'élaboration d'études analytiques et à la recherche appliquée; et iii) d'encourager le partage d'expériences et d'améliorer les flux d'informations en mettant en place un réseau permanent et viable. Le programme mettra l'accent sur la participation des femmes, des jeunes et des groupes autochtones au processus de concertation et de formulation de politiques aux niveaux local, national et régional, et renforcera les capacités de COPROFAM et de ses organisations membres afin que celles-ci puissent être davantage impliquées dans ledit processus lors de plateformes sur les politiques telles que la Commission de l'agriculture familiale, le Forum consultatif économique et social, le Conseil agricole du Sud et le Forum paysan.
7. Le programme durera trois ans et comptera, outre la gestion et l'administration, trois grandes composantes.
  - **Formation et assistance technique.** Le programme financera, dans tous les pays membres, des programmes de formation à l'intention des organisations membres de premier et de deuxième rang dans des domaines comme l'encadrement, la gestion organisationnelle et la résolution des conflits. Le volet assistance technique sera mis en œuvre au moyen d'un programme d'encadrement et d'accompagnement des organisations membres, avec l'appui d'un conseiller technique pendant deux ans.
  - **Recherche, études spéciales et analyse des politiques.** Afin d'approfondir la connaissance des problématiques relatives à l'agriculture familiale dans un contexte national et régional, le programme financera la recherche ainsi que la préparation d'études spéciales dans chaque pays participant. De plus, pendant toute la durée du programme, des séminaires régionaux sur les politiques seront organisés une fois l'an afin

de définir des approches communes et d'identifier des solutions face aux nouveaux problèmes.

- **Communications et échanges d'expériences.** Le programme financera l'élaboration et la diffusion de documents informatifs et techniques à l'intention des membres, améliorera le site web et dotera 12 organisations membres de matériel additionnel de communication. Dans une optique de partage des expériences réussies entre organisations membres de chaque pays, le programme financera des exercices d'apprentissage *in situ*.
- **Gestion, suivi et évaluation du programme.** Le programme financera les dépenses de fonctionnement d'une unité de coordination du programme, d'un audit conforme aux prescriptions du FIDA dans ce domaine, d'un examen à mi-parcours et de la préparation d'un rapport d'achèvement. Les estimations de coût comprennent les dépenses relatives à l'organisation des réunions du Conseil d'administration de COPROFAM et d'une assemblée générale durant la deuxième année d'exécution du programme.

#### IV. Résultats et avantages escomptés

8. Concernant la composante formation et assistance technique, les résultats escomptés englobent 21 cours de formation et une assistance soutenue à l'intention de la direction et du personnel technique de huit organisations membres. L'appui fourni par le programme devrait permettre aux organisations membres de prendre pleinement la mesure de la complexité des questions touchant les petits producteurs et à leurs dirigeants d'acquérir les capacités nécessaires pour affronter les situations complexes qui peuvent survenir dans les activités quotidiennes de leurs organisations. Outre trois séminaires sur les politiques, la composante recherche, études spéciales et analyse des politiques englobera la préparation et la diffusion de sept documents de recherche sur des questions de fond telles que commerce, propriété foncière, changement climatique, techniques agricoles et souveraineté et sécurité alimentaires. Les activités permettront aux responsables des organisations nationales d'apporter une contribution significative à la formulation des politiques et à la préparation de projets et programmes de développement rural qui leur soient utiles. À travers la composante communications et échange d'expériences, le programme favorisera le renforcement des capacités de communication des organisations membres en dotant 12 organisations de l'équipement et de l'accès aux services Internet et en améliorant le format et le contenu du site web de COPROFAM. Les responsables et les membres des organisations seront ainsi mieux au fait des principales questions de politique générale et leurs contributions aux débats sur les politiques aux niveaux national et régional feront fond sur des analyses solides et fiables.

#### V. Modalités d'exécution

9. En tant qu'organisation légalement reconnue, tant dans les pays où elle intervient qu'au niveau international, COPROFAM sera la bénéficiaire du don accordé par le FIDA. Créée en 1994, COPROFAM est un réseau régional de 12 organisations nationales représentant environ 350 organisations paysannes de deuxième rang en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay. On estime qu'en 2008, 20% des exploitations familiales de la région du Cône sud, soit environ 1,4 million de familles d'exploitants, étaient affiliées à COPROFAM. Même si elle ne représente pas toutes les organisations paysannes du MERCOSUR, COPROFAM a institutionnalisé son rôle de majeur défenseur de l'agriculture paysanne lors des plateformes régionales et internationales, tandis que ses membres plaident cette cause au niveau national dans tous les pays membres.

10. Une petite unité de coordination du programme (UCP) basée dans les locaux de la FAA à Buenos Aires (Argentine) sera chargée de la mise en œuvre. L'UCP sera chargée des activités de coordination pour l'assistance technique, l'analyse et la formulation des politiques, la formation, les communications et les échanges d'informations. La mise en œuvre du programme sera gérée par un coordonnateur nommé avec l'agrément du FIDA et qui devra: i) préparer un programme de travail et un budget annuels soumis pour approbation au comité directeur du programme; ii) préparer un rapport annuel sur l'état d'avancement; iii) organiser des ateliers de formation ainsi que l'analyse et la formulation des politiques; iv) superviser l'assistance technique fournie aux organisations membres; et v) contribuer à la préparation du matériel d'information et de communication.
11. La supervision d'ensemble du programme sera assurée par le comité directeur, composé du secrétaire exécutif de COPROFAM (qui présidera ledit comité) et de quatre membres du conseil d'administration de COPROFAM, y compris un représentant des organisations de femmes rurales sélectionnées par l'assemblée générale. Le coordonnateur du programme exercera les fonctions de secrétaire du comité directeur. Ce dernier sera chargé de suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme, de suggérer d'éventuelles améliorations, de revoir le rapport annuel et le programme de travail et budget annuels pour les présenter ensuite au FIDA et aux autres donateurs, assorti d'un plan annuel de passation des marchés.
12. COPROFAM ouvrira un compte spécial où seront déposés les fonds octroyés par le FIDA et tiendra des comptes distincts, conformément à des normes comptables internationalement reconnues. COPROFAM vérifiera ses états de dépenses une fois l'an. Les auditeurs seront sélectionnés par COPROFAM avec l'agrément du FIDA. L'administration et la gestion légales et financières du programme, y compris les achats, les décaissements, les comptes et audits, seront définis dans l'accord de don. La Division Amérique latine et Caraïbes sera responsable de l'administration et de la supervision du don. Afin d'établir des informations de référence sur les points forts, les points faibles et les besoins des organisations membres de COPROFAM, une analyse circonstancielle du point d'entrée sera effectuée. Un examen à mi-parcours sera mené et un rapport d'achèvement sera préparé. Un accord entre la FAA et COPROFAM définira clairement les rôles et les responsabilités des deux parties en relation avec les arrangements d'exécution.

## **VI. Coût et financement indicatifs du programme**

13. Le total des dépenses du programme a été estimé à 1 030 000 USD. La contribution du FIDA représentera 416 000 USD, celle des cofinanceurs (Action Aid International, Agriterro et Oxfam International) 511 000 USD et celle de COPROFAM 103 000 USD.

**Récapitulatif du budget et du plan de financement**  
(en USD)

<i>Type de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>	<i>Total</i>
Consultants et contrats de services	170 960	80 680	251 640
Publications et matériel de formation	12 540	21 880	34 420
Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance:			
Séminaires sur les politiques, ateliers de recherche	86 160	43 000	129 160
Voyages d'étude	-	131 400	131 400
Réunions de l'assemblée générale	-	34 000	34 000
Ateliers de formation	-	215 040	215 040
Équipement	11 660	-	11 660
Dépenses de personnel	109 800	-	109 800
Dépenses de fonctionnement	24 880	88 000	112 880
<b>Total</b>	<b>416 000</b>	<b>614 000</b>	<b>1 030 000</b>

<sup>a</sup> S'il y a lieu.

# Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Improve livelihoods of poor rural small-scale producers through adequate policies and institutions	Percentage of small-scale rural producers with improved livelihoods and reduced poverty levels	Living standards measurement surveys in rural areas of participating countries	Favourable political and economic conditions in countries covered
<b>Objectives</b>	Strengthen the capacity of COPROFAM and member organizations to promote the interests of family farmers in national, regional and international policy platforms	No. of national/regional strategies and policies discussed with governments, approved and implemented at the national level	Impact surveys Project documents Policy papers	Due consideration given to policy issues raised by farmers organizations and integrated into national and regional policies
<b>Outputs</b>	<p><b>1. Training and technical assistance</b></p> <p>Leaders of organizations trained in formulation of public policies and in preparation of rural development projects and programmes</p> <p><b>2. Research, special studies and policy analysis</b></p> <p>Leaders are aware of major policy issues based on substantiated analysis</p> <p><b>3. Communications and experience exchanges</b></p> <p>Leaders and members of organizations share regional knowledge of policy formulation experience</p> <p>Membership of organizations access accurate and timely information</p> <p><b>4. Programme management, monitoring and evaluation (M&amp;E)</b></p> <p>COPROFAM working on a sustainable basis, managing external resources efficiently and effectively</p>	<p>No. of members of national organizations trained</p> <p>No. of programmes and projects designed taking into account family farmers' concerns</p> <p>No. of policies successfully promoted, submitted for consideration and adopted by governments and other stakeholders</p> <p>No. of successful experiences identified and used for scaling up and/or replication</p> <p>No. of website "hits"</p> <p>No. of observations in audit reports</p> <p>Lessons and recommendations from M&amp;E reports</p>	<p>Training assistance records and self-evaluations</p> <p>Project proposals and documents</p> <p>Policy papers</p> <p>REAF recommendations</p> <p>Reports of COPROFAM website hits</p> <p>Readership surveys</p> <p>Summary records of COPROFAM General Assembly and Board minutes. MTR and programme evaluation</p>	<p>Rural development programmes and projects proposed meet funding criteria of development agencies</p> <p>Policymakers are open for dialogue with COPROFAM as a legitimate representative of family farmers</p> <p>COPROFAM and affiliated organizations have a unified voice</p> <p>Information of adequate quality and interest prepared and distributed</p> <p>Stable leadership, transparency, accountability and democratic decision-making processes in place</p>
<b>Key Activities</b>	<p>Identify training needs, develop and implement training programmes</p> <p>Identify issues, carry out research and disseminate results</p> <p>Identify needs, develop communications plan, procure equipment and establish network</p> <p>Prepare programme, select participants and undertake study tours</p> <p>Select staff, coordinate activities, monitor and report progress, audits</p>	<p>21 training programmes</p> <p>7 research studies:</p> <p>12 operating communication platforms and 1 website</p> <p>3 annual workshops for policy discussions</p> <p>3 audit reports</p> <p>3 annual reports</p>	<p>Annual progress reports</p> <p>Mid-term evaluation</p> <p>Grant completion report</p>	<p>Relevance, efficiency and effectiveness</p> <p>Adequate exit strategy developed</p>



## **Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO): Le hub rural: appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre**

### **I. Contexte**

1. Les 24 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre représentent au total 333 millions d'habitants, dont on estime que 60% vivent en milieu rural. Plus de la moitié de ces pays sont aux 22 derniers rangs du classement selon l'indice de développement humain. Bien que plusieurs pays aient affiché une forte croissance du secteur économique et agricole ces dernières années, progressant sur la voie de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, seuls le Cap-Vert et le Ghana seront probablement à même de les atteindre d'ici à 2015. Les effets conjugués de la pauvreté générale, de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, et du changement climatique compromettent la sécurité alimentaire et le développement rural durable.
2. L'Afrique de l'Ouest et du Centre couvre trois zones agroécologiques distinctes: sahélienne, côtière et forestière. Un tiers de la surface totale est aride ou semi-aride tandis que le Bassin du Congo abrite la deuxième forêt dense équatoriale la plus étendue. L'Afrique de l'Ouest et du Centre, en particulier le secteur agricole, est donc très sensible au changement climatique.
3. Les cours des matières premières agricoles et des principales cultures de rente ont augmenté sur les marchés internationaux, ce qui a entraîné un gonflement des recettes pour une partie des exportations de la région. Le processus régulier d'intégration régionale a stimulé le commerce et le développement économique, encouragé les gouvernements africains et les bailleurs de fonds à investir dans l'agriculture et attiré des flux plus importants de capitaux privés dans la région. Les effets de ces améliorations macroéconomiques, toutefois, n'ont pas nécessairement eu un impact significatif sur les moyens d'existence des ruraux pauvres.
4. Simultanément, les efforts déployés dans le secteur agricole pour relever les défis posés par l'augmentation de la demande régionale ont été freinés par de multiples contraintes, ce qui compromet le potentiel du secteur de devenir un moteur de la croissance économique et du développement. Les rythmes de croissance du secteur agricole restent en deçà de l'objectif établi dans le contexte du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique mis en œuvre par le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). La pauvreté rurale est généralisée et s'aggrave, tout particulièrement dans les pays touchés par un conflit armé et l'instabilité politique ou bien qui émergent d'hostilités.

### **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

5. En réponse aux sollicitations des parties prenantes régionales, plusieurs bailleurs de fonds internationaux et bilatéraux – parfois sous la houlette du FIDA – se sont attelés à la création (en 2000) et au développement d'un instrument stratégique au niveau régional, dont le rôle a été de faciliter un dialogue coordonné et régulier sur les politiques entre les bailleurs de fonds, les États membres, les organisations intergouvernementales et les organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest et du Centre. Cet instrument a été mis sur pied pour faire en sorte que les points de vue de toutes les parties prenantes – y compris les organisations paysannes – soient reflétés dans les politiques. Le «Hub rural d'appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre» (le Hub) facilite l'élaboration de politiques, stratégies et

programmes pour le développement agricole et la réduction de la pauvreté rurale. Cette initiative a répondu aux priorités dégagées par de nombreux pays, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et les organisations de la société civile de la sous-région, qui espéraient voir «les interventions des bailleurs de fonds internationaux et bilatéraux, dans les domaines du développement agricole et de la lutte contre la pauvreté rurale, [...] mieux coordonnées et harmonisées afin d'améliorer leur impact» et «le partage de l'expérience et l'enrichissement mutuel entre les bailleurs de fonds, les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations de la société civile [...] mieux structurés». L'objectif à long terme assigné au Hub était de mobiliser les moyens de: i) faciliter un dialogue régulier entre tous les partenaires de la région; ii) encourager une plus grande synergie et harmonisation entre les différentes stratégies des parties prenantes; iii) rendre disponible une information actualisée de bonne qualité sur les expériences passées et présentes dans la région et en faciliter l'accès; et iv) offrir des compétences de bonne qualité pour contribuer à la conception et la mise en œuvre de politiques et de stratégies plus efficaces dans le domaine du développement agricole et rural.

6. Dans cette optique, l'initiative de création du Hub a été insérée dans le cadre stratégique 2007-2010 du FIDA. Démontrant leur intérêt pour le Hub et leur souhait de se l'approprier, les gouvernements et les grands partenaires régionaux tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont exprimé leur soutien en faveur d'une nouvelle phase. Ce soutien est décisif pour la pérennité du Hub. Étant donné que les objectifs susmentionnés ne sont réalisables qu'à longue échéance, les partenaires du Hub ont approuvé un don d'un montant de 4,14 millions d'USD pour financer une phase pilote de trois ans, qui a débuté en avril 2004. Des unités régionales similaires performantes bénéficiant d'un appui du FIDA sont déjà actives dans d'autres régions, par exemple l'Unité régionale d'assistance technique en Amérique latine.
7. Le Hub a su se positionner dans un environnement de bailleurs de fonds et de partenaires du développement complexe en Afrique de l'Ouest et du Centre, définissant ses activités principales dans les domaines où la valeur ajoutée qu'il apporte est démontrée. L'évaluation a mis en évidence la capacité du Hub à offrir des services spécifiques à forte valeur ajoutée et à générer une demande spontanée à la fois des partenaires ciblés et des parties prenantes du développement rural. Il est souligné que le Hub est parvenu à mobiliser des capacités techniques et analytiques de haut niveau, en s'appuyant sur les solides compétences techniques de son équipe et de son réseau.
8. Étant donné que le Hub s'occupe de la concertation sur les politiques et assure des services de partage de l'information dans les domaines du développement rural et de la réduction de la pauvreté, ce qui vient compléter les projets et programmes financés par le FIDA et ajoute à leur valeur, il est important pour le FIDA de continuer à financer le Hub.
9. Les ruraux pauvres, en particulier les femmes, les petits exploitants et les jeunes sont, en dernier ressort, les bénéficiaires attendus des activités du Hub. Leurs représentants sont donc des partenaires d'exécution clés.
10. Les Ministères de l'agriculture et du développement rural sont les partenaires du Hub à l'échelle nationale. En fonction des priorités de chaque pays et à la demande, le Hub offre un soutien méthodologique à l'appui de la formulation, l'exécution et la révision des politiques nationales.

### III. Le programme proposé

11. L'objectif global du programme est de promouvoir des politiques de développement agricole et rural plus efficaces et favorables à tous en Afrique de l'Ouest et du Centre pour faire reculer la pauvreté rurale.
12. Le programme, prévu sur une durée de trois ans, comportera quatre grandes composantes:
  - Promotion de la concertation sur les politiques;
  - Renforcement des capacités;
  - Information et partage des connaissances; et
  - Gestion.

### IV. Résultats et avantages escomptés

13. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
  - la capacité accrue des gestionnaires de l'administration publique, des organisations de la société civile et des opérateurs du secteur privé d'élaborer et d'influencer les politiques de développement agricole et rural (formation et suivi);
  - la prise en compte des analyses et conseils fournis pour étayer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et programmes dans des stratégies et politiques révisées, élaborées par les parties prenantes rurales et les hauts responsables, qui répondent aux priorités et aux besoins des ruraux pauvres;
  - la nette amélioration des processus d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et évaluation en cours des politiques et stratégies de développement rural et de réduction de la pauvreté – ainsi que de la concertation sur les politiques, en offrant un espace de participation aux différentes parties prenantes, y compris les programmes et partenaires du FIDA;
  - la synergie et la complémentarité accrues entre les politiques et les projets et programmes du FIDA aux échelons national et régional;
  - l'accès aisé de tous les partenaires à une information actualisée et pertinente sur les exemples passés et actuels et les meilleures pratiques de développement agricole et rural grâce à la collaboration avec le réseau de savoirs appuyé par le FIDA, FIDAFrique; et
  - la création sur le web d'une plateforme régulièrement mise à jour, donnant accès à diverses ressources documentaires, politiques et stratégies dans le secteur, en lien étroit avec FIDAFrique. Des synergies seront créées entre les deux plateformes, notamment au moyen de liaisons électroniques.

### V. Modalités d'exécution

14. La force du Hub tient à sa capacité de gouvernance originale qui associe étroitement, sur un pied d'égalité, les représentants de la société civile, les ministères nationaux, les organisations intergouvernementales régionales et les bailleurs de fonds. Le Hub est gouverné par deux entités administratives distinctes:
  - i) Une petite **unité technique** est chargée d'encadrer et de réaliser les activités opérationnelles du Hub. Elle se compose de quatre à sept experts techniques hautement qualifiés (selon les ressources disponibles), chacun étant responsable d'un thème du développement

donné. L'unité technique est dirigée par le directeur exécutif. Les experts sont recrutés en fonction d'un programme de travail précis.

- ii) Le **Comité de gestion** approuve les statuts, les procédures et le règlement, le plan de travail et budget annuels et les rapports généraux de supervision, d'évaluation et de vérification des comptes du Hub. Il est dirigé par un président élu et il se compose de 12 à 15 membres représentant:

- **les organisations intergouvernementales** de la région qui représentent habituellement les gouvernements: la Conférence des Ministres de l'agriculture des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, la CEDEAO, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), l'UEMOA et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS);
- **les organisations de la société civile:** le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), le Réseau des chambres d'agriculture de l'Afrique de l'Ouest (RECAO), des représentantes des femmes rurales, des représentants de l'industrie agroalimentaire; et
- **les partenaires du développement** qui contribuent financièrement au Hub – le FIDA, la Commission européenne, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Ministère français des affaires étrangères.

Le comité de gestion se compose d'un représentant de chacune des organisations susmentionnées. Certains partenaires du développement ne participant pas au financement du Hub peuvent être invités à siéger au comité de gestion en qualité d'observateurs. Le comité se réunit au moins deux fois par an.

Le comité de gestion sera invité à envisager d'élargir ses rangs pour accueillir d'autres organisations régionales telles que la CEMAC, la plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC) et des organisations paysannes nationales sélectionnées.

15. Dans le souci d'ancrer le Hub dans le contexte régional des politiques de développement agricole et rural et de garantir sa pérennité, un accord institutionnel sera conclu entre le FIDA et la CEDEAO, qui a accepté d'être la bénéficiaire du don du FIDA.
16. Le comité de gestion se réunira au moins une fois par an pour faire le point sur les résultats du programme et examiner le programme de travail et le budget annuels.
17. Le FIDA supervisera le Hub pendant la période couverte par le don, ainsi qu'il lui incombe de le faire, parallèlement à sa participation au comité de gestion multipartite.
18. Une évaluation sera entreprise à la fin des trois années de cofinancement du FIDA. Ses conclusions permettront de décider de la poursuite ou non du financement.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

19. Il s'agit de la première phase d'exécution proprement dite du Hub après la période pilote initiale de quatre ans. Dans le but de renforcer les liens avec les projets et programmes du FIDA et de centrer les efforts sur les groupes cibles du FIDA, il est proposé d'octroyer un don d'un montant de 1,5 million d'USD pour la période de trois ans. Le montant total du cofinancement pour les trois prochaines années est estimé à 10 604 millions d'USD. Le Hub entend mobiliser davantage de ressources pendant cette période afin d'étendre ses activités.

- **La Commission européenne.** La Commission s'est engagée à contribuer, à hauteur de 5 000 000 EUR, à la phase d'exécution pendant la période de cinq ans couverte par le dixième Fonds européen de développement.
- **Le Ministère français des affaires étrangères.** Le Ministère a contribué au Hub en nature: financement de deux experts de l'assistance technique, pour un coût total de 300 000 EUR (385 700 USD) par an. La France continuera à fournir cet appui en 2009. A compter de 2010, l'Agence française de développement (AFD) héritera du Ministère la gestion des contributions en faveur du Hub. Les autorités françaises ont confirmé que l'AFD souhaitait poursuivre l'appui au Hub pendant la prochaine phase mais la nature exacte de l'appui sera déterminée au cours de 2009. Le budget fait donc une estimation prudente de la contribution française au Hub sur les cinq ans, d'un montant total de 1 000 000 USD. (dont 385 700 USD pour 2009 et un financement additionnel pour l'apport de compétences techniques et l'appui associé de 2010 à 2013, équivalant à 614 300 USD).
- **La Banque islamique de développement.** La Banque a décidé de fournir 150 000 USD pour financer le processus de révision, diffusion et mise en œuvre des politiques agricoles régionales de la CEMAC.
- **La CEDEAO.** En avril 2008, la CEDEAO s'est engagée à utiliser le Hub en qualité de branche technique pour la mise en œuvre de ses politiques de développement agricole et rural, ce qui représente un montant total de 500 000 EUR (642 000 USD)
- **UNIFEM.** Le Fonds pour la femme a exprimé son intention de continuer à fournir une assistance technique au Hub.
- **UEMOA.** L'Union s'est engagée à fournir au Hub la somme de 99 500 USD sur la période 2008-2009 pour lui permettre de répondre aux demandes d'appui en matière de renforcement des capacités, soumises par les parties prenantes régionales. Le maintien de l'aide de l'UEMOA est attendu pour la période d'exécution 2010-2013. Toutefois, les montants exacts ne peuvent pas être confirmés à ce stade.
- **La Banque mondiale.** Elle contribuera, à hauteur de 600 000 USD, sur une période de cinq ans dans des domaines spécifiques: formation, ateliers, salaires de consultants, publications, appui administratif, vérification des comptes et évaluation.

**Récapitulatif du budget et du plan de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>
Personnel (y compris les sous-traitants)	200	3 032
Services professionnels	150	1 129
Déplacements	100	645
Matériel	50	300
Coûts de fonctionnement, rapports et publications	150	454
Appui (appui administratif)	200	750
Formation/renforcement des capacités	650	4 295
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>10 605</b>

<sup>a</sup> S'il y a lieu.

# Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	To promote more effective and inclusive agricultural and rural development policies in WCA to reduce rural poverty			Other regional stakeholders continue to provide material support to the Hub ECOWAS is efficient grant recipient
<b>Objective</b>	To develop a strong and sustainable regional capacity across a range of key stakeholders in the sector for policy analysis and dialogue	The Hub's high quality technical support and outputs generate policy change in countries and the region Increase in the number of Hub partners and financial contributions Higher rates of participation in Hub events	Final Evaluation Report of this implementation phase New policies that address needs of rural poor approved in WCA Request for a second implementation phase	The financial resources promised to support the Hub are disbursed by funders Key regional stakeholders wish to collaborate and inform regional agricultural and rural policies and strategies
<b>Specific Objectives</b>	Develop methods and processes aimed at improving formulation, implementation and evaluation of agricultural and rural development policies, and contribute to the development of better relationships between stakeholders Strengthen the capacities of public administration managers and CSOs in agricultural and rural development policies Enhance information and knowledge sharing	Strengthened capacities of programme administration managers/CSOs Effective networks established in synergy with FIDAfrique	Final Evaluation Report of this implementation phase	IFAD/project staff engage in policy dialogue Network focuses on appropriate national and regional sub-networks to facilitate the flow of policy relevant material for decision makers and experts ECOWAS, WAEMU, CEMAC and WCA countries continue support for the Hub
<b>Outputs</b>	<b>1.Foster policy dialogue</b> Significant improvement of the processes of development, implementation and evaluation of policies and strategies in agricultural development and reduction of rural poverty including policy dialogue involving the various stakeholders in the rural sector The advice given for the development, implementation and evaluation of policies and programmes is taken into account in revised strategies and policies developed by rural stakeholders and policymakers that address the priorities and needs of the rural poor <b>2 Capacity-building</b> Strengthened capacity of public administration managers, CSOs and farmers' organizations in developing and influencing agricultural and rural development policies <b>3. Information and knowledge sharing</b> Development of web-based platforms providing access to various documentary resources, policies and strategies in the sector, closely linked to FIDAfrique <b>4 Programme Management</b> The Hub works on a sustainable basis, managing external resources efficiently and effectively	No. of policies successfully promoted and submitted by stakeholders No. of concrete contributions from the Hub to IFAD results_based COSOPs and other agency country programme papers No. of policy spaces created at the request of regional rural stakeholders No. of members of national organizations trained No. of successful experiences identified and used for scaling up or replication No. of website "hits" increasing No. of observations in audits reports	Strategy and policy papers Minutes and proceedings of meetings Activity reports Capacity-building training materials Workshop reports Platform activity report Hub website and number of "hits" Readership surveys Management committee meeting minutes Weblinks with FIDAfrique	Governments and IGOs share interest of donors in establishing a regional centre of expertise and cooperating with it Donor operational staff are encouraged to cooperate and to share information Political agreement of WCA Governments to associate CSOs in decision-making processes IFAD country programme managers/ project managers appreciate the Hub's services Information of sufficient quality and interest prepared and distributed Stable leadership, transparency, accountability and inclusive decision-making central to the Hub's team
<b>Key Activities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Create policy spaces on hot topics related to rural development and thematic communities of practice</li> <li>• Involve stakeholders in communities of practice and other related activities, and organize workshops</li> <li>• Support design and implementation of roadmaps and action plans</li> <li>• Identify training needs, develop and implement training programmes and materials</li> <li>• Update information on the website and create web-based platforms; produce regular newsletters</li> <li>• Select staff, coordinate activities, monitor and report progresses, audits</li> </ul>	3 communities of practice created 20 workshops; 600 participants 10 types of training programmes 3 newsletters/year; 5,000 readers 3 web-based platforms developed; 5,000 visitors/month 3 annual and audit reports	Annual/Progress reports Workshop reports Webpages Supervision reports Audit/Evaluation reports Staff/consultant evaluation	Annual reports and other reports published on time and regularly distributed to partners Qualified personnel and consultants are recruited Appropriate equipment is purchased

# Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme de développement de l'aviculture familiale

## I. Contexte

1. L'aviculture familiale et la production de basse-cour fournissent de la viande et des œufs aux ménages ruraux pauvres et sont une source de revenus modestes mais réguliers, de fiente pour les cultures, de plumes, d'objets utilisés dans les rites traditionnels et de cadeaux pour les amis. Plus de 80% des ménages ruraux en Afghanistan, en Afrique subsaharienne, au Bangladesh, au Cambodge et en Égypte élèvent des animaux de basse-cour. L'aviculture familiale génère de 19% à 50% des revenus des ménages ruraux et fournit près de 98% de la chair de volaille consommée dans les villages des pays en développement. L'élevage de volaille en milieu rural est quasi exclusivement du ressort des femmes. Dans le contexte de la hausse des prix des produits alimentaires dans les pays en développement, l'élevage de volaille rural et la commercialisation de la production représentent l'une des rares possibilités offertes aux ruraux pauvres d'améliorer la sécurité alimentaire et les activités génératrices de revenus de la famille, en particulier si celle-ci n'a pas accès à la terre, à la formation et aux capitaux.
2. Des interventions simples et financièrement abordables reposant sur de bonnes pratiques d'élevage peuvent avoir un impact considérable sur la productivité, essentiellement en réduisant la mortalité et les pertes. L'information pertinente, les enseignements tirés et les comptes-rendus de réussites et d'échecs relatifs à la production de volaille de basse-cour et à son rôle dans l'amélioration des moyens d'existence doivent être partagés et analysés avec plus d'efficacité. Ils peuvent alors être valorisés par les projets de développement et être appuyés par le FIDA et d'autres ou par des producteurs privés. Le secteur privé, les gouvernements et les ONG doivent aussi être davantage sensibilisés au potentiel et aux limites de la contribution de l'aviculture familiale aux revenus du ménage, à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à l'atténuation des effets du VIH/sida.
3. La crise de la grippe aviaire hautement pathogène a focalisé l'attention sur les aspects sanitaires du secteur aviaire. Certains ont craint que les systèmes d'aviculture extensifs contribuent d'une manière disproportionnée à la diffusion de la grippe aviaire. Toutefois, ces craintes ne sont pas étayées par les données liées aux mesures de lutte contre la grippe aviaire appliquées tant dans les systèmes de production commerciaux que dans les élevages de basse-cour. Renforcer les connaissances des agriculteurs pauvres sur les mesures de biosécurité et les systèmes de production améliorés est le moyen le plus efficace pour prévenir et contrôler l'apparition et la propagation des maladies.
4. Le Réseau international pour le développement de l'aviculture familiale (INFPD) a été créé avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le but de promouvoir et faciliter le développement du secteur de l'aviculture familiale dans les pays en développement. Moyennant le renforcement de ses capacités, ce réseau va progressivement devenir un centre de référence mondial générant, partageant et diffusant les connaissances et les meilleures pratiques relatives aux systèmes d'aviculture familiale.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Le FIDA a toujours appuyé activement le développement des modèles d'aviculture adaptés aux pauvres tels que le modèle d'aviculture familiale du Bangladesh. Le FIDA a récemment lancé plusieurs projets d'investissement (par exemple au Laos, en Mauritanie et au Sénégal) qui – au titre des activités promouvant la sécurité alimentaire familiale et les activités génératrices de revenus pour les pauvres –



prévoient le développement des filières d'aviculture en milieu rural. Toutefois, l'une des contraintes majeures est que les compétences nationales dans le secteur de l'aviculture familiale sont très limitées. De plus, dans la plupart des pays en développement, où les autorités chargées de l'élevage disposent de ressources limitées, l'élevage de basse-cour ne fait guère partie des priorités. Souvent, seule une information embryonnaire, outre les données empiriques, est disponible sur les facteurs de changement des systèmes d'élevage de volaille de basse-cour les plus extensifs.

6. Avec la présente proposition, la contribution du FIDA concourra à renforcer la capacité des individus à mettre au point localement des outils et des approches adaptés et à diriger et réaliser des activités liées à l'aviculture et à la commercialisation des produits avicoles, dans le cadre d'une approche filière favorisant la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire des ménages. Par le biais de son appui à l'INFPD, la contribution du FIDA favorisera aussi le partage de ces outils et de l'information avec les principaux partenaires à l'échelle internationale et parmi les membres du réseau. Le projet contribuera à la réalisation du but primordial du FIDA qui est de donner aux femmes et aux hommes vivant dans les zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire de leur ménage.

### III. Le programme proposé

7. Le programme vise à améliorer les connaissances sur l'aviculture familiale, à mener une action de sensibilisation à son sujet et à la faire reconnaître comme un outil efficace pour la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et l'autonomisation des femmes.

8. Le programme de trois ans comprendra trois grandes composantes, toutes liées à l'aviculture familiale et à la commercialisation de sa production:

**Composante 1:** Renforcer la capacité des individus d'élaborer, de diriger et de réaliser des approches et activités novatrices dans le secteur de l'aviculture.

**Composante 2:** Préparer des outils novateurs pour des systèmes d'aviculture familiale plus efficaces.

**Composante 3:** Renforcer la plateforme de l'INFPD en vue de faciliter l'échange et la diffusion de l'information et des outils pertinents sur l'élevage de la volaille en tant que composante clé des programmes d'amélioration de la sécurité alimentaire familiale et des activités génératrices de revenus adaptés aux pauvres.

9. Les projets du FIDA qui bénéficieront directement de la participation aux activités du programme proposé et qui ont été sélectionnés en consultation avec les chargés de programme de pays et les divisions régionales du FIDA sont les suivants:
  - Bangladesh: projet de microfinance pour les agriculteurs marginaux et les petits exploitants
  - Burkina Faso: projet d'appui aux filières agricoles
  - Laos: projet de promotion de moyens de subsistance durables dans la région Nord par le développement de l'élevage
  - Mauritanie: programme de développement des filières pour la réduction de la pauvreté
  - Sénégal: projet d'appui aux filières agricoles
  - Swaziland: projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu – Phase I

## IV. Résultats et avantages escomptés

10. Un groupe de conseillers en aviculture associés, originaires de pays en développement et membres de l'INFPD ou de réseaux connexes (le Network for Smallholder Poultry Development [NESPOD], l'International Rural Poultry Centre [IRPC] de la fondation KYEEMA) bénéficiera directement de ce projet. Les compétences acquises et le matériel produit au titre de la proposition par les conseillers associés profiteront: i) aux conseillers eux-mêmes et à leur organisation (gouvernement, secteur privé, recherche, ONG et organismes analogues); ii) aux projets FIDA/FAO auxquels ils seront affectés; et iii) à l'ensemble de la communauté s'intéressant au développement de l'aviculture.
11. Les bénéficiaires indirects sont les ménages vulnérables et, plus particulièrement, les femmes élevant de la volaille qui pourront bénéficier d'un renforcement de leurs capacités en matière de prévention et de lutte contre les maladies animales, de production animale et gestion de l'élevage et enfin de commercialisation des produits, étant entendu que celle-ci prend en compte les conditions sociales, culturelles et économiques qui prévalent et vise à améliorer les moyens d'existence. Les autres bénéficiaires indirects sont les hauts responsables, les planificateurs, les techniciens des secteurs public et privé, et les organisations de développement. Les résultats du projet seront les suivants:

### Composante 1

#### Résultat 1: La capacité d'exécuter des activités et des projets d'aviculture familiale novateurs est renforcée dans les pays ciblés d'Asie et d'Afrique

12. De jeunes spécialistes de l'aviculture prometteurs (diplômés en aviculture, chercheurs ou agents du développement de l'aviculture) se verront offrir une affectation d'une durée de 6 à 12 mois en tant que conseillers en aviculture associés dans le secteur de l'aviculture familiale. Ces affectations consisteront en quatre à six semaines d'orientation et de formation à la FAO à Rome, suivies d'une affectation sur le terrain dans un programme d'aviculture de la FAO, du FIDA ou d'une organisation membre de l'INFPD<sup>1</sup>. Outre les aspects techniques, la formation à la FAO/FIDA couvrira aussi l'approche de l'économie familiale et l'importance des questions de parité hommes-femmes. Les conseillers associés seront dotés des compétences nécessaires pour être en mesure d'appliquer leurs connaissances techniques dans le contexte plus large du développement durable. Ils participeront activement, en fournissant un appui technique, à la réalisation des activités d'aviculture familiale et au développement de la filière dans les projets FIDA/FAO en cours. L'INFPD sera chargé d'identifier et de sélectionner les candidats, choix qui sera ensuite approuvé par le comité de pilotage. L'expérience et les capacités acquises seront un atout pour les pays d'origine des conseillers associés puisque l'on attend de ces derniers qu'ils obtiennent un impact majeur en conduisant le développement de l'aviculture familiale. Après la fin de son affectation, chaque conseiller associé soumettra tous les six mois un rapport d'évaluation à l'INFPD pendant deux ans pour faciliter le suivi de l'impact du programme. Les indicateurs clés utilisés pour mesurer les progrès accomplis au titre de cette composante sont les suivants:
  - 12 conseillers associés ont achevé leur affectation dans des projets FIDA/FAO (voir la liste des projets du FIDA sélectionnés au paragraphe 9);
  - 12 documents (tels que notes conceptuelles, documents de stratégie, rapports d'enquête, études portant sur le développement de l'aviculture familiale) sont préparés par des conseillers associés; et
  - 12 évaluations après affectation.

<sup>1</sup> Lorsque les affectations des conseillers associés seront de 12 mois – selon les qualifications du stagiaire et les tâches spécifiques à accomplir – la période de formation totale restera inchangée mais le nombre de stagiaires sera réduit.

## Composante 2

### Résultat 2: des outils de décision et du matériel de formation validés pour le développement de l'aviculture familiale sont mis à la disposition du public et diffusés au moyen du site web de l'INFPD

13. Il sera demandé à chaque conseiller associé de conduire une étude de fond pendant la durée de son affectation, dont le sujet sera décidé avec la FAO et le programme de terrain hôte et qui sera soumis à un examen par les pairs conduit par des membres sélectionnés de l'INFPD. Les études et l'interaction avec les diverses parties prenantes du projet de terrain contribueront à la génération d'outils de décision et de matériel de formation pour le développement de l'aviculture familiale. Les indicateurs clés utilisés pour mesurer les progrès accomplis au titre de cette composante sont les suivants:
- Des fiches d'information contenant des données pratiques et la description de techniques pour les divers aspects de l'aviculture familiale, y compris l'aménagement des poulaillers, la transformation et la commercialisation des produits et la microfinance.
  - Un système d'aide à la décision technique (listes de contrôle) pour les agents des projets des organisations des bailleurs de fonds, des ONG internationales et nationales et leurs homologues dans les pays bénéficiaires.
  - Des guides/manuels techniques traitant spécifiquement des aspects suivants: i) la gestion des projets d'aviculture familiale; ii) la prévention et la lutte contre la grippe aviaire et les autres maladies touchant la volaille; iii) la préservation des ressources génétiques aviaires utilisées en aviculture familiale; et iv) l'évaluation des ressources en aliments pour volaille susceptibles d'approvisionner l'élevage de volaille familial.

## Composante 3

### Résultat 3: L'INFPD est renforcé et il diffuse des outils et de l'information pour une aviculture familiale plus sûre et plus efficace

14. Les conditions requises pour prendre des décisions rationnelles au sujet de l'investissement dans ce secteur sont les suivantes: i) la sensibilisation à ce sujet; ii) la promotion des avantages de l'aviculture familiale en termes d'amélioration des moyens d'existence; et iii) l'autonomisation des femmes. Par le biais des bulletins de l'INFPD, de sites web, d'ateliers et de la diffusion de l'information, le programme devrait encourager l'investissement dans le développement de l'aviculture familiale. L'accroissement de l'investissement aura un impact positif sur les bénéficiaires ultimes du programme, les ménages vulnérables élevant de la volaille et les filières qui les approvisionnent. Les indicateurs clés utilisés pour mesurer les progrès accomplis au titre de cette composante sont les suivants:
- six numéros du journal bilingue de l'INFPD ont été publiés;
  - le site Web de l'INFPD, y compris le bulletin électronique bilingue, est mis à jour et est tenu avec régularité;
  - trois conférences électroniques sur des sujets relatifs à l'aviculture familiale sont organisées par l'INFPD;
  - trois ateliers annuels des parties prenantes sont organisés dans les régions sélectionnées, pour les producteurs, les chercheurs et les universitaires, afin de sensibiliser les hauts responsables nationaux, les ONG, les prestataires de services et les femmes à l'importance et au rôle de l'aviculture familiale dans le développement rural;
  - les membres de l'INFPD participent à de grandes manifestations régionales et internationales sur l'aviculture; et

- une stratégie et un modèle sont élaborés pour parvenir à l'autonomie financière de l'INFPD.

## V. Modalités d'exécution

15. L'INFPD sera l'organisation chef de file chargée d'assurer la coordination et la gestion du programme par l'entremise d'un comité de pilotage qui se composera de représentants de la FAO, du FIDA, de l'INFPD, de l'IRPC et du NESPOD. La FAO assurera la liaison officielle avec la comptabilité du FIDA pour les fonds du projet et préparera tous les rapports intermédiaires et finaux; elle fournira aussi un bureau et des services d'appui au directeur du projet.
16. La FAO sera responsable de l'appui technique. Le FIDA supervisera ce programme une fois par an par le biais de son mécanisme de financement du développement des programmes, en étroite concertation avec ses divisions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (PA), de l'Afrique orientale et australe (PF) et de l'Asie et du Pacifique (PI).

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le programme proposé sera exécuté sur une période de trois ans pour un coût total de 700 000 USD. Le programme sera essentiellement financé par le FIDA (600 000 USD) avec des contributions de la FAO et, dans une moindre mesure, de l'IRPC et du NESPOD (pour un montant total de 100 000 USD), deux réseaux partenaires de l'INFPD. Celui-ci devrait parvenir à l'autonomie financière avant la fin du programme. Le tableau ci-dessous présente les grandes lignes du budget pour les trois années du projet. Le document de conception donne davantage de détails.
18. La FAO, en sa qualité de bénéficiaire du don, sera responsable de la gestion technique et financière annuelle et de l'élaboration des rapports.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	15	-
Services professionnels	9	-
Frais de voyage	56	10
Équipement	12	-
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	45	-
Appui	-	70
Formation/renforcement des capacités	394	20
Coûts d'appui (13%)	69	-
<b>Total</b>	<b>600</b>	<b>100</b>

<sup>a</sup> FAO; Network for Smallholder Poultry Development (NESPOD); International Rural Poultry Centre (IRPC/Kyeema).

## Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Increased knowledge, awareness and recognition of smallholder poultry production as an effective tool in poverty reduction, household food security and the empowerment of women.	The poultry component of IFAD programmes benefiting from APAs performs well.	Reports on IFAD programmes where APAs have been posted. Evaluation reports	
<b>Objectives</b>	Develop the human capacity within INFPD to support the further development of smallholder poultry production and use it to improve the household income of poor rural people	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ APAs are working for smallholder poultry development</li> <li>▪ Availability of information and tools on the web and in hard copies</li> <li>▪ Content and format of this information and tools positively evaluated</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ FAO / IFAD / INFPD pool of experts lists</li> <li>▪ Final programme report, APAs ex ante reports</li> <li>▪ Survey of INFPD members, steering committee minutes</li> </ul>	Enabling political and institutional environment; political stability
<b>Outputs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The capacity to implement innovative smallholder poultry projects and activities is strengthened in targeted countries of Asia and Africa</li> <li>▪ Validated decision tools and training material for household poultry production development are available as public goods and disseminated through INFPD website.</li> <li>▪ INFPD is strengthened and disseminates tools and information for safe and more efficient household poultry production.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 12 APAs have completed their assignments</li> <li>▪ 12 documents (such as concept notes, strategy papers, survey reports, reviews relating to smallholder poultry development), 12 follow-up post-assignment evaluations</li> <li>▪ Production and validation of fact sheets; technical decision support system and technical guides/manuals.</li> <li>▪ 6 editions of the bilingual INFPD journal are produced.</li> <li>▪ INFPD website is maintained and regularly updated</li> <li>▪ 3 internet conferences and 3 annual stakeholder workshops organised by INFPD; INFPD participates in major regional and international poultry events</li> <li>▪ Strategy and model enabling INFPD's financial independence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INFPD coordinator progress reports (every 6 months)</li> <li>▪ APAs end of assignment reports, final report</li> <li>▪ Individual APAs assignment reports.</li> <li>▪ INFPD coordinator progress reports (every six months), INFPD website</li> <li>▪ APAs end of assignment reports</li> <li>▪ INFPD coordinator programme progress reports (every six months)</li> <li>▪ INFPD website and proceedings of internet conferences and workshops</li> <li>▪ INFPD strategy for independence and final programme report</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Adequate interest in being an APA</li> <li>▪ Support from IFAD/FAO projects for accepting APAs</li> <li>▪ INFPD members remain motivated to invest in the activities and the network in the long term</li> </ul>
<b>Key Activities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Identify, select and train at FAO 12 APAs</li> <li>▪ Agree with field project staff assignment and specific tasks of APAs and supervise their activities, arrange post-assignment monitoring of APA activities</li> <li>▪ Prepare, review and publish decision support tools and technical guides/manuals</li> <li>▪ Publish 6 editions of INFPD journal and updates of website</li> <li>▪ Organize 3 internet conferences and 3 INFPD annual stakeholder workshops</li> <li>▪ Prepare strategy and model for INFPD's financial independence, and review and evaluate the achievements of the project</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INFPD coordinator selected</li> <li>▪ 12 APAs identified, selected and trained</li> <li>▪ 12 specific studies/assignment reports completed by APA</li> <li>▪ 6 editions of INFPD newsletter published</li> <li>▪ INFPD website updated</li> <li>▪ 3 internet conferences organized</li> <li>▪ 3 INFPD annual stakeholder workshops organized</li> <li>▪ INFPD after-project strategy and workplan finalized</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Individual APAs assignment reports.</li> <li>▪ INFPD coordinator programme progress reports (every six months)</li> <li>▪ INFPD website, decision support tools published and available on INFPD website</li> <li>▪ Proceedings of internet conferences and workshops</li> <li>▪ INFPD strategy for independence, APAs post-assignment reports</li> </ul>	Agreement from IFAD/FAO projects to accept APAs

## **Centre de recherches pour le développement international (CRDI): Accès aux connaissances dans les zones rurales interconnectées (KariaNet II)**

### **I. Contexte**

1. Depuis plus d'une décennie, le FIDA et le CRDI soutiennent la constitution de réseaux de gestion des savoirs et de partage des innovations en Afrique, en Asie, en Amérique latine ainsi qu'au Proche-Orient et en Afrique du Nord (POAN). Ces réseaux visent à améliorer le déroulement et les résultats des programmes de développement rural en renforçant leurs capacités d'apprentissage et d'échange de savoirs. KariaNet, le réseau du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, a fait l'objet d'une expérience pilote en 2005 dans le cadre d'un partenariat multipartite entre le FIDA, le CRDI et les projets financés par le Fonds dans la région POAN.
2. De 2005 à 2008, deux projets ont été retenus dans chacun des cinq pays participants – Égypte, Jordanie, Maroc, Soudan et Tunisie – afin de former le noyau fondateur de KariaNet I. La phase pilote de KariaNet visait à tester et à mettre au point des outils et des pratiques susceptibles de faire progresser l'apprentissage et l'échange d'expériences et de savoirs entre les participants des projets financés par le FIDA, l'objectif général étant d'améliorer la performance des projets et d'en accroître l'impact.
3. Au cours de sa phase pilote, KariaNet a développé les capacités du personnel des projets s'agissant d'acquisition et de partage des savoirs, a recensé les besoins des différents projets en matière de savoirs et a organisé un certain nombre de discussions en ligne et d'ateliers thématiques. Durant cette même phase, des plateformes web pour le réseau ont été mises en place et deux exercices pilotes ont été conduits aux niveaux national et communautaire: en premier lieu, constitution d'un réseau national en Égypte destiné à rassembler les partenaires de la lutte contre la pauvreté rurale; en second lieu, mise en œuvre, en Jordanie, de deux initiatives à assise communautaire visant à faciliter l'échange de savoirs avec les ruraux pauvres, hommes et femmes.
4. Il est ressorti d'une autoévaluation du programme, commandée par le FIDA et le CRDI en 2008, que le réseau était parvenu à fonder une communauté de pratique dont les membres échangeaient les expériences, comparaient les notes et tiraient les enseignements des succès mutuels. Le lancement de KariaNet était trop récent pour que l'autoévaluation permette d'en mesurer l'impact sur l'amélioration de la performance des projets du FIDA; elle a néanmoins mis en évidence un certain nombre de cas dans lesquels le personnel d'un projet avait adapté les approches et méthodes suivies par d'autres projets participants et mises en commun sur KariaNet, afin de faire face à des contraintes locales et d'améliorer les opérations, démontrant ainsi la valeur ajoutée des activités d'apprentissage et de partage menées grâce à ce réseau.
5. Le don proposé contribuera, à hauteur de 3,1 millions d'USD, au financement de la seconde phase du programme KariaNet, qui mettra à profit les enseignements tirés de l'expérience, les résultats et les bases que le réseau a permis de jeter tout en en étendant la couverture à d'autres pays et à d'autres projets de réduction de la pauvreté rurale dans la région POAN. La seconde phase a pour objectif d'étudier, d'élaborer et de tester des mécanismes durables de partage de savoirs et d'innovations entre projets de développement rural et agricole de la région POAN, et de doter ces projets de moyens plus efficaces pour affronter les défis du développement – anciens et nouveaux.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

6. Le programme s'inscrit dans le droit fil de la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons, en ce sens qu'il tend à promouvoir des recherches utiles aux pauvres sur des approches novatrices et des choix technologiques propres à renforcer les initiatives de réduction de la pauvreté et à consolider les capacités d'action en faveur des pauvres des institutions partenaires du FIDA et du CRDI qui s'emploient à autonomiser les populations rurales pauvres et à leur permettre de se libérer de la pauvreté. Le groupe cible direct du programme comprend les organismes d'exécution de programmes de réduction de la pauvreté rurale, en particulier les programmes financés par le FIDA et le CRDI, leurs partenaires de recherche ainsi que les ménages ruraux pauvres pour lesquels ils sont conçus.
7. Comme c'est le cas dans d'autres régions en développement du monde, les initiatives de réduction de la pauvreté menées dans la région POAN se heurtent à des contraintes institutionnelles et techniques complexes et assez anciennes. À ces difficultés viennent s'ajouter de plus en plus souvent des facteurs d'apparition récente, comme la plus grande variabilité du climat, les politiques relatives à l'utilisation de l'eau et des sols, la fluctuation des prix des produits alimentaires et des carburants, l'accélération de la croissance démographique ainsi que l'augmentation du chômage rural, des mouvements migratoires et des envois de fonds. Les gouvernements et les acteurs nationaux du développement rural souhaitent que le FIDA, le CRDI et d'autres organisations internationales leur proposent des produits de recherche-développement, des solutions stratégiques et techniques et des programmes viables et novateurs susceptibles d'être adaptés et transposés à plus grande échelle.
8. KariaNet II repose sur un postulat fondamental: le savoir est une ressource absolument indispensable à un large groupe d'acteurs afin que leurs efforts pour réduire la pauvreté rurale puissent aboutir et il constitue un atout essentiel pour les pauvres. KariaNet II reconnaît également que la diffusion de meilleures pratiques ne suffit pas à elle seule à satisfaire ce besoin et que, faute d'adaptation au contexte local, elle n'offre pas non plus de base pour une meilleure prise de décisions à l'échelon local. Le programme vise à donner les moyens aux participants et au groupe cible de puiser aux sources appropriées de savoir et d'expérience, de partager les savoirs tacites et de les adapter de manière à amplifier les résultats des efforts de réduction de la pauvreté rurale.
9. Satisfaire le besoin d'apprentissage et d'innovation afin de réduire la pauvreté rurale constitue un élément important du Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement ainsi que de sa stratégie de gestion des savoirs. Cette dernière qu'il est important de faire fond, en la développant, sur l'expérience acquise par les réseaux régionaux du FIDA en matière d'application à plus grande échelle des activités de gestion des savoirs de l'institution. Elle reconnaît également que les réseaux régionaux fournissent des services, des moyens et des outils pour partager les savoirs, les informations et les expériences et pour améliorer la communication entre les projets de développement agricole et rural et leurs partenaires. Ces réseaux doivent être renforcés pour pouvoir offrir des services efficaces de partage des savoirs à un plus grand nombre de projets et de partenaires et pour favoriser les initiatives d'apprentissage (au niveau local ou national) parmi les partenaires.

### III. Le programme proposé

10. Le programme vise à renforcer l'efficacité de projets et programmes de développement qui permettent aux populations rurales pauvres de se libérer de la pauvreté. Son objectif principal est d'étudier et de mettre au point des mécanismes durables de collecte et de partage de savoirs et d'innovations entre les projets de développement rural et agricole de la région POAN, dans une optique d'amélioration de la performance des projets et de leur impact.
11. Le programme durera trois ans et comptera quatre grandes composantes:
  - inventaire des innovations et recensement des savoirs;
  - renforcement du partage des savoirs et de la constitution de réseaux entre les projets du FIDA et leurs partenaires;
  - initiatives communautaires relatives aux savoirs; et
  - gestion et coordination des réseaux.

### IV. Résultats et avantages escomptés

12. Les résultats escomptés du programme sont les suivants:
  - recensement et évaluation, réalisés dans une optique participative par des chercheurs travaillant pour les projets, des lacunes et besoins en matière de savoirs relatifs aux projets;
  - contribution de KariaNet II à la mise en place d'une culture de la communication et de l'échange des savoirs dans la région et accroissement du nombre de membres appartenant au réseau;
  - extension de mécanismes faisant appel ou non aux technologies de l'information et des communications (TIC) (outils et plateformes) afin de recueillir, partager et diffuser les informations, les savoirs et les innovations – notamment des plateformes de communication appropriées et une interaction facilitée pour l'animation du réseau ainsi qu'une base de savoirs sur la réduction de la pauvreté rurale sensiblement élargie à l'échelle régionale;
  - renforcement des capacités en matière de collecte, d'apprentissage et de partage de savoirs et d'innovations à l'échelon de la communauté, du projet, du pays et de la région, y compris l'expérimentation et la validation de stratégies et d'approches de gestion des savoirs et de modèles opérationnels viables, à travers la recherche-action participative;
  - documentation et partage d'expériences et de pratiques en rapport avec les objectifs de KariaNet II entre les réseaux de savoirs, les projets membres et les communautés au sens large;
  - élaboration, expérimentation et diffusion, par les membres de KariaNet II, de modèles opérationnels durables s'agissant de mise en réseau et d'utilisation des savoirs dans une optique de développement.

### V. Modalités d'exécution

13. La gestion du programme de don incombera au CRDI, centre international réputé qui aide les pays en développement à utiliser la science et la technologie pour trouver des solutions pratiques et durables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils sont confrontés. Le CRDI cofinancera le programme au titre de son initiative Acacia ICT4D (TIC pour mise en œuvre) et en assurera la gestion par l'intermédiaire de son bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, basé au Caire (Égypte). Une unité de coordination régionale (UCR)



composée d'un coordonnateur régional et d'un assistant de programme veillera à l'exécution, à la gestion et à la coordination du programme.

14. Le comité de pilotage et de surveillance (CPS), composé de représentants du FIDA et du CRDI, continuera d'assurer l'orientation stratégique de l'UCR et le suivi de l'efficacité et de l'efficacité du programme. L'UCR soumettra à l'approbation du CPS des plans de travail et des budgets annuels ainsi que des rapports d'activité périodiques. Dans un deuxième temps, la composition du CPS pourra être élargie à d'autres donateurs ou représentants de membres donateurs. De plus, un comité consultatif composé de représentants du FIDA et du CRDI, de spécialistes de la recherche et de représentants de projets membres sera mis en place afin de fournir des recommandations scientifiques et techniques visant à garantir la pertinence des activités du programme.
15. Dès le départ, le programme instituera un système de S&E, sur la base de certains éléments fournis par la cartographie des effets directs et des méthodologies de changement les plus significatives, afin d'évaluer dans quelle mesure KariaNet II a obtenu les résultats escomptés ainsi que son impact sur la performance de ses projets.
16. KariaNet II développera au moins deux réseaux thématiques et un réseau-cadre sur la gestion des savoirs, chacun composé de projets de développement et d'équipes de recherche. Pour chacun de ces réseaux, un programme de recherche sera élaboré par des équipes de recherche sélectionnées au niveau local, en collaboration avec les membres de KariaNet II.
17. Les deux réseaux thématiques couvriront d'une façon générale les thèmes relatifs: i) à la sécurité alimentaire et ii) au développement d'entreprises rurales et à la commercialisation. Un troisième réseau, intersectoriel, sera consacré à la recherche-action sur la méthodologie de gestion des savoirs et répondra aux besoins des membres de KariaNet II dans ce domaine; il comportera notamment le renforcement des capacités et la promotion de la gestion des savoirs ainsi que l'élaboration, l'expérimentation et l'évaluation de modèles opérationnels adaptés aux activités futures de KariaNet, comme l'établissement de droits d'adhésion et/ou de modalités de paiement en fonction de l'utilisation, induites par la demande.

## **VI. Coûts et financement indicatifs du programme**

18. Le coût total de ce programme de trois ans est estimé à 2,8 millions d'USD. Il démarrera en 2009 et durera trois ans. La contribution du FIDA au titre du don régional proposé représentera 1,5 million d'USD. Le CRDI contribuera à hauteur de 1 million de dollars canadiens (équivalant approximativement à 845 000 USD), outre une contribution en nature sous forme d'un appui technique offert par le personnel du CRDI, estimé à environ 120 000 USD.
19. Les autres cofinanceurs sont les projets financés par le CRDI et par le FIDA dans la région POAN qui tirent profit des activités du programme. La contribution des projets et programmes participants devrait représenter environ 500 000 USD et servira à financer leurs propres dépenses d'équipement informatique ainsi que leur participation aux réunions et ateliers régionaux/nationaux (voir tableau ci-dessous).

**Récapitulatif du budget et du plan de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>CRDI</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>
Recherche, études et services de consultants	325	200	20
Ateliers, formation et élaboration des contenus	400	200	190
Équipement des communautés et informatique	260	170	290
Traitements, voyages, communications et autres dépenses de fonctionnement	355	275	-
Coûts indirects du CRDI	160	-	-
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>845</b>	<b>500</b>

<sup>a</sup> S'il y a lieu.

## Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Enhance the effectiveness of development projects and programmes that serve to enable the rural poor to overcome their poverty	By year 3, at least 50% of the member projects participating in the knowledge networks demonstrate the use of learning through KariaNet.	Assessment of knowledge management during IFAD supervision of IFAD-funded projects.  Project workplans, progress and completion reports	Learning is integrated by project implementing agencies into operational and management plans  Funders promote the role of learning in project implementation
<b>Objectives</b>	Research and develop sustainable mechanisms for sharing knowledge and innovations among rural and agricultural development projects in NENA that improve their performance and impact	An operational model for network sustainability developed and validated by year 3  At least 50% of country programme managers report improved project performance through use of knowledge for development	Karianet II progress and completion reports  IFAD project supervision reports	Participating projects each appoint a project knowledge facilitator  Significant project engagement in generating/sharing new knowledge
<b>Outputs</b>	Project knowledge gaps and needs identified and assessed by researchers working with projects  Thematic and methodology knowledge networks established and their learning programmes developed  Both ICT and non-ICT based mechanisms (tools and platform) extended to create, collect, share and disseminate information, knowledge and innovation at the community, project, country and regional levels  Operational model for networking and use of knowledge for development is devised, tested and adopted by KariaNet II members	Action research to assess knowledge needs undertaken by participating member projects by end of year 1  Based on needs assessment at least 2 thematic knowledge networks and 1 methodology knowledge network are established and have a learning programme by end of year 1  Tools developed or made available for KariaNet II members (ICT, non-ICT, website, collaboration tools, documentation, publishing tools by end of year 1)  At least 1 community project piloted per network by year 2.  9 existing project members (from KariaNet I) are willing to cover the cost of their participation in KariaNet II. More projects are expressing interest in joining KariaNet II  Successful options tested and documented. At least 1 successful operational model adopted by KariaNet	Needs assessment reports  Networks' plan of action and learning programme  Knowledge management tools available  Research reports  Karianet II membership. KariaNet II progress and completion reports  Research report covering the options and the model propose.	Knowledge management strategies and national forums agreed to and inaugurated by decision makers
<b>Key Activities</b>	Knowledge sharing and networking among IFAD projects and their partners strengthened  Innovation scouting and knowledge mapping and dissemination  Community knowledge initiatives implemented	50% of KariaNet II members are participating in at least one knowledge network activity and learning programme. Experience and learning is shared in knowledge networks and on KariaNet II's website  Action research results documented and disseminated  New ICT tools for community outreach developed	Workshop reports and training materials available  Karianet II publications and website (including collaboration tools provided via the website)	

## **Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD): Programme relatif aux moyens de subsistance et aux services fournis par l'écosystème dans l'Himalaya: améliorer la capacité d'adaptation et la résistance des pauvres au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques**

### **I. Contexte**

1. Les montagnes sont le sanctuaire de la biodiversité, de l'eau, de la beauté de la nature et d'autres services fournis par l'écosystème et elles complètent les systèmes de production des basses terres. Or, bon nombre des habitants des montagnes sont pauvres, la plupart appartenant à des groupes ethniques. À l'instar des autres zones montagneuses, l'Himalaya est une poche de pauvreté dont les habitants subsistent encore grâce à des systèmes agraires qui n'ont pas bénéficié des technologies vertes. Les montagnes restent des zones défavorisées et leurs habitants, souvent des peuples autochtones, vivent en marge de la société – géographiquement, politiquement et économiquement.
2. Les habitants des montagnes sont de plus en plus souvent exposés à des aléas physiques, sociaux et économiques qui constituent autant de nouveaux facteurs de vulnérabilité. Les trois principaux facteurs interdépendants du changement sont: i) le changement environnemental induit par le changement climatique, qui se traduit par des conditions extrêmes et imprévisibles altérant les ressources naturelles cruciales et les services vitaux fournis par l'écosystème; ii) la mondialisation économique et sociale avec ses interdépendances sociétales et culturelles croissantes qui influent sur les divers moyens de subsistance (donc sur la sécurité alimentaire) des habitants des montagnes; et iii) l'évolution de la population, caractérisée par des taux de croissance démographique en baisse dans les zones montagneuses et un important exode rural.
3. Au cours des prochaines décennies, les effets positifs des mesures d'atténuation, même les plus rigoureuses, seront lents à se manifester et on ne pourra peut-être pas éviter à l'avenir l'impact de nouveaux effets néfastes du changement climatique sur l'environnement, ce qui altérera les services fournis par l'écosystème. C'est pourquoi il est de plus en plus urgent de s'adapter aux nouvelles conséquences du changement climatique. Il convient d'agir pour réduire la vulnérabilité des sociétés montagnardes face au changement climatique et améliorer leur capacité d'adaptation et leur résistance.
4. Dans ce contexte, il existe une étroite convergence de vues entre les orientations stratégiques proposées pour faire reculer la pauvreté dans le cadre stratégique du FIDA 2007-2010, l'axe central stratégique du FIDA pour la région Asie et Pacifique et le cadre stratégique du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD), qui reflète également les priorités des pays membres de l'ICIMOD tirées de processus de consultation approfondis (2007-2008). Le partenariat proposé entre le FIDA et l'ICIMOD se fonde sur les nombreux recoupements existant entre les domaines géographiques et sociétaux prioritaires des stratégies institutionnelles. Il vise à atténuer les risques et les nouveaux facteurs de vulnérabilité pour les pauvres et les communautés marginales et fait appel à des solutions tant environnementales que sociétales pour élaborer des approches et des mécanismes de survie novateurs pour des moyens de subsistance durables dans le contexte du changement climatique.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Le partenariat entre le FIDA et l'ICIMOD devrait déboucher sur un programme de recherche et de développement commun de longue durée, fondé sur une vision et des priorités partagées pour la réduction durable de la pauvreté dans l'Himalaya, plus particulièrement au regard des effets récents du changement climatique. Les résultats de ce programme amélioreront la connaissance des poches de pauvreté persistantes dans les zones montagneuses et dégageront des options valides pour les interventions de développement. Conjugués, ils contribueront au renforcement de l'orientation stratégique du FIDA et de l'ICIMOD concernant la réduction de la pauvreté dans les zones montagneuses marginalisées et l'aptitude à consolider le soutien apporté aux gouvernements afin de mettre au point des politiques et un forum facilitant le partage des savoirs en vue d'améliorer la formulation et le perfectionnement de politiques en faveur des pauvres dans les zones de montagne. Dans la mesure du possible, ce programme nouera des liens avec les programmes de l'Unité environnement mondial et changement climatique du FIDA.
6. Pour consolider et renforcer les bénéfices tirés du partenariat et mettre à profit les perspectives ouvertes par des objectifs stratégiques similaires, il est généralement proposé de passer à long terme de l'approche actuelle privilégiant les projets à un nouveau partenariat stratégique fondé sur des programmes. Le programme proposé améliorera aussi la capacité de l'ICIMOD à contribuer aux différentes étapes du cycle de projet (par exemple, l'élaboration de la stratégie de pays, la conception, l'exécution et la supervision des projets) et de reproduire à plus grande échelle les innovations jugées valides, en collaboration avec les équipes de programme de pays et les projets d'investissement du FIDA.
7. L'ICIMOD, en sa qualité de centre de savoirs intergouvernemental sur les zones montagneuses, est bien placé pour rattacher la recherche à l'application des connaissances collectées. Le partenariat stratégique dotera les deux institutions de capacités et d'une légitimité accrues pour s'attaquer aux questions en perpétuelle évolution du développement et aider les groupes vulnérables vivant dans l'Himalaya à s'adapter aux nouveaux défis. La spécialisation unique de l'ICIMOD dans les zones montagneuses et ses liens privilégiés avec les gouvernements et les autres partenaires du développement seront bénéfiques pour les opérations du FIDA dans la région et ailleurs. De même, l'ICIMOD bénéficiera de l'expérience mondiale du FIDA et de ses projets d'investissement qu'il pourra utiliser pour innover à titre expérimental.

## III. Le programme proposé

8. Le principal objectif du programme est de réduire la pauvreté rurale et d'accroître la résistance des ruraux pauvres à l'évolution des conditions environnementales et socioéconomiques dans les zones montagneuses de la région himalayenne de l'Hindu Kush.
9. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants: i) évaluer les effets du changement climatique et des évolutions socioéconomiques sur les pauvres vivant dans les zones montagneuses de la région himalayenne de l'Hindu Kush et recenser les mécanismes d'adaptation et de survie; ii) valider et tester à titre pilote des moyens de subsistance novateurs susceptibles de permettre aux habitants pauvres des zones d'altitude de s'adapter au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques; et iii) renforcer la capacité des communautés montagnardes et des institutions partenaires à s'adapter au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques à promouvoir la formulation et le perfectionnement de politiques en faveur des pauvres par le biais d'un travail d'analyse et du partage des savoirs.

10. Les grandes composantes du programme, dont la durée est de trois ans, sont les suivantes:
  - évaluation des effets du changement climatique et des évolutions socio-économiques et recensement des mécanismes d'adaptation et de survie des pauvres des zones montagneuses;
  - validation et test à titre pilote de divers mécanismes novateurs d'adaptation et de survie adaptés aux pauvres des zones montagneuses; et
  - renforcement institutionnel pour faciliter l'adaptation au changement climatique et améliorer les moyens de subsistance des pauvres vivant dans les zones montagneuses.
11. Les principales activités du programme seront centrées sur trois pays himalayens de l'Hindu Kush, le Bhoutan, l'Inde et le Népal, tandis que le Bangladesh et le Pakistan seront associés au partage des savoirs et au travail en réseau. Le programme donnera lieu à une évaluation des effets du changement climatique et des évolutions socioéconomiques sur la sécurité alimentaire et financière et documentera et dressera l'inventaire des nouveaux risques et des nouveaux facteurs de vulnérabilité liés aux moyens de subsistance. Il prévoira aussi l'analyse des pratiques et mécanismes institutionnels existants et novateurs qui relient les services fournis par l'écosystème à l'échelle mondiale et locale en vue d'améliorer les moyens de subsistance et de faciliter l'adaptation au changement climatique. Le programme conduira des activités participatives de recherche-action pour valider et mettre à l'épreuve les mécanismes de survie des pauvres. Concernant les moyens de subsistance, les options prometteuses améliorant la résistance des pauvres au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques feront l'objet de tests pilotes. Pour ce qui est du renforcement institutionnel, le programme renforcera la capacité des institutions partenaires à conduire un travail d'analyse sur l'adaptation au changement climatique. Il renforcera aussi les capacités des communautés montagnardes, grâce au partage des savoirs et à l'apprentissage mutuel. Les gouvernements et les autres institutions nationales bénéficieront d'un appui sous forme d'études destinées à faciliter la formulation et le perfectionnement de politiques en faveur des pauvres pour faciliter l'adaptation au changement climatique. Enfin, un consortium rassemblant plusieurs parties prenantes concernées par les zones montagneuses sera créé en vue de promouvoir le partage de l'expérience et les meilleures pratiques dans le but de relever les défis de la pauvreté persistante dans les zones montagneuses.

#### **IV. Résultats et avantages escomptés**

12. Le programme vise à obtenir les résultats suivants, qui sont étroitement liés aux objectifs et composantes du programme:
  - recenser et analyser les mécanismes novateurs adoptés par les pauvres pour s'adapter au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques;
  - inventorier les poches de pauvreté persistante et les communautés vulnérables de l'Himalaya;
  - valider et tester à titre expérimental selon des méthodes participatives les innovations permettant l'adaptation au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques;
  - tester et valider à titre expérimental des options adaptatives améliorées et novatrices en matière de pratiques et moyens de subsistance;

- renforcer la capacité des institutions partenaires à conduire des analyses et des activités d'action-recherche sur l'adaptation au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques;
  - renforcer la capacité des communautés montagnardes à s'adapter au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques grâce au partage de l'expérience et à l'apprentissage mutuel;
  - apporter aux gouvernements et aux autres institutions du pays un appui sous forme d'études destinées à faciliter la formulation et le perfectionnement de politiques en faveur des pauvres en vue de faciliter l'adaptation au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques; et
  - créer un consortium rassemblant plusieurs parties prenantes concernées par les zones montagneuses en vue de promouvoir le partage de l'expérience et les meilleures pratiques dans le but de relever les défis que constitue la pauvreté persistante dans les zones montagneuses.
13. Les effets directs susmentionnés reposent sur des produits concrets tels que: analyses de la vulnérabilité, enquêtes sur les moyens de subsistance et la pauvreté, conclusions d'études de cas, ateliers de partage et d'apprentissage, programmes de formation, visites d'étude et notes sur les politiques et les technologies. Ces éléments concrets serviront à l'élaboration de documents de stratégie et d'apprentissage, par exemple des fiches de conseil technique ou des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axés sur les résultats à l'intention des pays participants, y compris le Bhoutan, l'Inde et le Népal. Ces savoirs et cette information devraient être pris en compte dans la formulation des projets et les documents de planification, censés refléter une stratégie plus efficace pour répondre aux besoins des populations montagnardes marginales et pauvres.

## V. Modalités d'exécution

14. **Organisation chargée de l'exécution.** L'ICIMOD exécutera le programme, en collaboration avec les organisations partenaires, en particulier les projets de prêt du FIDA participants, en cours d'exécution et nouveaux, dans les pays concernés. Le programme sera articulé autour de la structure de gestion décrite ci-après.
15. **Gouvernance.** Afin de bénéficier de l'expérience des organisations et institutions mobilisées pour faire front aux nouveaux défis du développement socioéconomique et de la protection de l'environnement des zones montagneuses, le programme disposera d'un comité consultatif où siègeront non seulement des membres du personnel du FIDA et de l'ICIMOD mais aussi des experts sélectionnés d'organisations travaillant sur le développement et la pauvreté dans la région ou ailleurs. La supervision opérationnelle du programme sera assurée par le comité de gestion, composé de représentants du FIDA et de l'ICIMOD.
16. **Convergence avec les programmes de pays du FIDA dans les zones montagneuses.** Pour garantir un dialogue actif et un échange d'informations dans les deux sens, et favoriser la convergence avec les programmes de pays du FIDA, il est proposé que le chef d'équipe de l'ICIMOD chargé du programme et/ou un autre membre du personnel du programme choisi à cet effet participent aux réunions annuelles de l'équipe de gestion du programme de pays organisées sur place dans chacun des pays participants.
17. **Exécution.** Le programme devrait être exécuté dans le cadre d'un accord de partenariat stratégique à long terme couvrant une période de neuf ans. Toutefois, la présente proposition porte seulement sur les trois premières années à compter de 2009. Les phases ultérieures potentielles du programme consisteront

principalement à reproduire à plus grande échelle les innovations performantes du programme dans des zones plus étendues, y compris les projets du FIDA et ceux des gouvernements et des autres partenaires. Ces phases accorderont aussi plus d'attention à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de politiques en faveur des pauvres dans les zones montagneuses. L'ICIMOD sera responsable de l'exécution globale du programme financé au titre du don. Les approches participatives qui seront adoptées associeront tant les partenaires nationaux que les communautés ciblées à la sélection des sites, la planification, l'exécution et le suivi du programme de travail, ce qui favorisera la prise en charge locale et la pertinence du programme.

18. Le programme utilisera un plan de gestion et de suivi des effets directs axé sur les résultats, associant étroitement les partenaires du projet et les autres parties prenantes aux activités de S&E. L'ICIMOD dispose de son propre système de S&E interne qui assurera le suivi régulier du programme grâce aux indicateurs de mesure des résultats présentés dans le cadre logique axé sur les résultats. L'ICIMOD soumettra des rapports d'activité semestriels au FIDA. Ils seront présentés sous un format agréé par le FIDA et l'organisation bénéficiaire. Le FIDA contrôlera périodiquement l'état d'avancement du programme au titre de son budget de supervision annuel. À l'approche de la fin du projet, le FIDA procédera à un examen exhaustif des résultats obtenus. Cette mission d'examen travaillera en étroite collaboration avec l'ICIMOD à l'élaboration des futures phases potentielles du programme en tenant compte des enseignements tirés du programme proposé.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

19. Le tableau ci-dessous récapitule le budget et le plan de financement global pour la période de trois ans. Outre le financement du FIDA, l'ICIMOD bénéficiera de fonds au titre des activités de projet et de programme en cours dans le domaine des moyens de subsistance novateurs et des services fournis par l'écosystème.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	398	112
Services professionnels	120	14
Frais de voyage	89	25
Équipement	15	10
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	58	18
Appui	373	81
Formation / renforcement des capacités	224	49
Frais généraux (15%)	223	-
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>309</b>

<sup>a</sup> S'il y a lieu.



# Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	To reduce rural poverty in the Himalayas and enhance the resilience of the poor to social, economic and environmental change			
<b>Objectives</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>To assess the impacts of climate change and socio-economic changes on the poor in mountain areas of the Hindu Kush Himalayan region and to identify adaptation/coping mechanisms</li> <li>To validate and pilot test innovative livelihood options for the mountain poor to cope with climate change and socio-economic challenges</li> <li>To build the capacity of mountain communities and partner institutions for adaptation to climate and socio-economic changes and to promote formulation/refinement of pro-poor policies through analytical work and knowledge-sharing</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pockets of poverty in the Himalayas identified and documented</li> <li>Number of livelihood options promoted and adopted by selected partners in the Himalayan countries</li> <li>At least 3 mountain communities in IFAD project sites are better equipped with skills, knowledge and technologies to cope with climate and socio-economic changes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project evaluation studies and mission reports</li> <li>Policies and strategies of governments, IFAD, ICIMOD and partners</li> <li>Policy briefs</li> </ul>	<p>National governments and partners have firm commitments for adaptation to climate change and its impact on the poor.</p> <p>International interest in further exploring the relationship between climate and socio-economic change and mountain poverty</p>
<b>Outputs</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Innovative mechanisms of the poor to cope with climate change and socio-economic changes identified and analysed</li> <li>Pockets of persistent poverty and vulnerable communities residing in the Himalayas identified.</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increased understanding of the impacts of climate change and socio-economic transformation on the poor and disadvantaged in the mountains</li> <li>Socio-economic characteristics of poverty pockets and vulnerable communities identified and documented</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reports and publications</li> <li>Impact studies and evaluations</li> </ul>	
	<ol style="list-style-type: none"> <li>Innovations to cope with climate change and socio-economic changes validated and pilot tested using participatory methods</li> <li>Improved and innovative practices and adaptive livelihoods options pilot tested and validated</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 3 innovative practices are piloted and tested and validated in a participatory process</li> <li>At least 2 packages are available and appear in relevant programmes and policies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partners reports, monitoring reports, evaluation studies, reports of field visits, and pilots</li> </ul>	Partners and respective governmental organizations are willing to cooperate.
	<ol style="list-style-type: none"> <li>Capacity of partner institutions strengthened to undertake analytical work and action research on adaptation to climate change and livelihoods improvement</li> <li>Capacity of mountain communities strengthened for adaptation to climate change and livelihoods improvement through experience sharing and cross-learning among mountain communities</li> <li>Governments and other national institutions supported through analytical work/studies for the formulation/refinement of pro-poor policies to facilitate adaptation to climate change and improved livelihoods</li> <li>A multistakeholder mountain poverty consortium initiated to promote sharing of experiences and best practices in addressing the challenges of persistent pockets of poverty in the mountains</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 5 partners in 3 partner countries have undertaken analytical work and action research</li> <li>At least 5 communities in IFAD project sites have been exposed to similar experiences and technologies for adaptation to climate change and for livelihoods improvement</li> <li>At least 2 pro-poor policies are analysed in each country and recommendations are shared with the relevant policymakers</li> <li>IFAD and ICIMOD refined their organizational pro-poor policies and guidelines from a mountain environment perspective</li> <li>A concept for a regional multistakeholder consortium for sharing of experiences in poverty reduction in the Himalayas agreed upon by the involved partners</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Workshop reports, partners progress report</li> <li>Strategic papers, policy briefs and planning documents of IFAD, ICIMOD and partner</li> <li>Strategy paper for the consortium drafted</li> </ul>	Conducive political and institutional environment at the national level.
<b>Key Activities</b>	<p><b>Component 1:</b> Assessment of the impacts of climate and socio-economic change and identification of adaptation/coping mechanisms of the mountain poor:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Assessment of global change impacts</li> <li>Identification of vulnerable communities</li> <li>Identification and selection of coping strategies</li> </ul>	<p><b>Means</b> required to implement these component activities:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>No. of participatory assessments, studies and analysis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reports and publications</li> <li>Impact studies and evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Relevant partners identified, access to databases and information ensured</li> </ul>
	<p><b>Component 2:</b> Validation and pilot testing of innovative adaptation and coping mechanisms for mountain poor:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Participatory action research to identify innovative options</li> <li>Pilot demonstrations of innovative options</li> <li>Dissemination of success stories</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of action researches, pilot demonstrations, trainings and publications</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partners reports, monitoring reports, evaluation studies, reports of field visits, and pilots</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Results of component 1 available; partners at the IFAD project and community levels prepared for cooperation</li> </ul>
	<p><b>Component 3:</b> Institutional strengthening to facilitate adaptation to climate change and to improve livelihoods of the mountain poor:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capacity-building and training for partners</li> <li>Formulation/refinement of policies with governments</li> <li>Initiation of a multistakeholder mountain poverty consortium</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of partner institutions and mountain communities with strengthened capacity, policy analyses and workshops</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Workshop reports, partners progress report</li> <li>Strategic papers, policy briefs and planning documents of IFAD, ICIMOD and partners</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Access to policy documents, relevant partners at the government and national institutional levels prepared to cooperate</li> </ul>